



L'essentiel de l'année 2011

1 - Présentation d'Oxfam France

Oxfam France est membre de la confédération internationale Oxfam, un réseau de 17 organisations de solidarité internationale qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté, les injustices et les inégalités. En France, Oxfam mène depuis plus de 20 ans des campagnes de mobilisation citoyenne et de pression sur les décideurs politiques. Elle contribue également aux actions humanitaires d'urgence et aux projets de développement du réseau, en collaboration avec des partenaires et des alliés dans le monde entier.

Oxfam France, c'est 25 groupes locaux, plus de 200 lieux de diffusion, 4 magasins solidaires et un réseau de plus de 35 000 personnes engagées.

Apolitique et non confessionnelle, Oxfam France est financée en priorité par les dons des citoyens qui partagent nos convictions. Ce sont eux qui garantissent notre indépendance et notre liberté de parole et d'action !

Nos missions :

- Chacun a le droit à des services sociaux de base de qualité : nous nous mobilisons pour que chacun ait accès à la santé et à l'éducation et demandons un meilleur financement du développement via notamment le renforcement de l'aide des pays riches et la lutte contre l'évasion fiscale et la corruption ;
- Chacun a le droit de vivre en sécurité : nous luttons pour prévenir les conflits et protéger les populations ;
- Chacun a le droit à des moyens de subsistance durables : nous travaillons sans relâche à l'instauration de règles commerciales internationales plus justes, à la défense de l'agriculture paysanne, et à la lutte contre le changement climatique.

Nos convictions :

- La pauvreté n'est pas inéluctable et peut être éliminée par l'action humaine et la volonté politique ;
- On peut changer durablement les choses en s'attaquant aux causes structurelles de la pauvreté et des injustices qui y sont liées ;
- C'est la somme des engagements individuels au sein d'un mouvement citoyen mondial qui est force d'influence et moteur de vrais changements.

Nos modes d'action :

- Recherche et plaidoyer de haut niveau, visant à influencer en amont sur les politiques et les pratiques internationales afin d'imposer les changements structurels nécessaires ;
- Information et mobilisation de l'opinion publique pour mettre en lumière les causes des inégalités et donner à chacun le moyen d'agir à son niveau contre les injustices ;
- Proposition de solutions concrètes, telles que la signature de traités internationaux ou l'adoption de règles commerciales équitables ;
- Soutien aux organisations locales et projets de développement, en étroite collaboration avec nos partenaires et les communautés locales, pour accompagner des programmes de long terme dans les domaines de l'agriculture, la santé, l'éducation, ...
- Contribution à la réponse humanitaire d'urgence mise en œuvre par le réseau Oxfam en cas de catastrophes naturelles ou de conflits pour venir en aide aux populations et améliorer leurs capacités à faire face à de nouvelles catastrophes.

2 - les principales activités de l'année 2011

2.1 Financement du développement

En 2011, les sommets des G8 et G20 en France nous ont offert une opportunité unique, celle de faire connaître nos solutions en faveur d'une meilleure distribution des richesses et du pouvoir au niveau mondial. Notre campagne "Ensemble, remettons la finance dans le bon sens", construite sur notre expertise en matière de financement du développement, a eu un retentissement particulièrement fort. La première action, qui portait sur la taxe sur les transactions financières (taxe Robin des bois), nous a permis de mobiliser le public, les médias et les décideurs – en France et dans les autres pays du G20 – sur l'urgence du financement du développement et de la lutte contre le changement climatique, ainsi que sur l'importance de réguler le système financier. Sur ce dossier, les avancées ont été spectaculaires ! Le second volet de la campagne nous a permis d'accentuer la pression en matière de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale.

➔ **Evasion fiscale, régulation des paradis fiscaux : la lutte pour plus de transparence continue**

En un an de campagne, des résultats significatifs sont à enregistrer. Lancée en début d'année à Dakar avec la participation d'Oxfam France, la campagne "Action mondiale Stop Paradis fiscaux" a marqué une nouvelle étape dans la lutte contre cette opacité financière qui prive les États des moyens d'améliorer les conditions de vie de leurs citoyens. En avril 2011, nous avons ainsi demandé à Christine Lagarde, ministre de l'Économie et des Finances, d'exiger plus de transparence des entreprises multinationales, premières responsables de l'hémorragie fiscale dans les pays en développement. Cela étant, si nous avons obtenu que le sujet soit pour la première fois discuté, à Cannes, dans le cadre d'un G20, les États membres n'ont pas collectivement mis en place les moyens nécessaires pour obliger les entreprises à plus de clarté sur leurs activités financières.

Au niveau européen en revanche, nos efforts commencent à payer. La Commission européenne a ainsi proposé, à la fin du mois d'octobre, que les grandes entreprises extractives et forestières cotées ou présentes en Europe aient l'obligation de publier, pays par pays et projet par projet, les sommes versées aux États. Une telle mesure permettrait aux organisations de la société civile de réclamer des comptes aux gouvernements sur l'utilisation des revenus issus des secteurs gazier, pétrolier, forestier et minier, et faciliterait la lutte contre la corruption.

➔ **Taxe sur les transactions financières : une utopie qui devient peu à peu réalité**

Tout au long de l'année, nous nous sommes mobilisé-e-s avec des centaines de milliers de citoyen-ne-s en France et dans le reste du monde pour inscrire le sujet à l'agenda des sommets internationaux. L'idée : conduire le gouvernement français, les pays européens ainsi que les membres du G20 à adopter une taxe sur les transactions financières (TTF) en faveur du développement et du climat. Une taxe de 0,05 % sur les flux financiers, à l'échelle globale, pourrait rapporter plusieurs centaines de milliards d'euros tous les ans en faveur de la lutte contre le changement climatique et de l'adaptation à ses conséquences, de l'accès aux soins, de l'éducation et du soutien à l'agriculture paysanne.

Nous avons interpellé les décideurs au niveau national et international et participé à un immense mouvement de solidarité. Idée considérée comme saugrenue il y a encore quelques mois, la taxe est aujourd'hui reconnue par de nombreux observateurs – 1 000 économistes à travers le monde ont notamment soutenu cette idée – comme l'un des moyens permettant à la fois de réguler la finance et de trouver de nouvelles sources de financement pour les urgences sociales et environnementales mondiales.

En France, la pression exercée au cours de ces neuf mois de campagne auprès des député-e-s, des ministères et jusqu'à l'Élysée a permis de faire adopter, en février 2012, une taxe française sur les transactions financières. Pour tous les partis politiques, la taxe est devenue un sujet incontournable et tous les candidat-e-s à l'élection présidentielle ont dû se prononcer sur ce point et sur la répartition des revenus d'une telle taxe. Après les élections présidentielle et législatives, nous entendons poursuivre le combat pour nous assurer que la taxe votée serve bien à financer la lutte contre la pauvreté et contre le changement climatique ! Enfin, nous continuons à œuvrer pour qu'une taxe voit le jour au niveau européen.

→ Aide publique au développement : les pays du G8 et du G20 à la traîne

En 2011, nous avons poursuivi notre travail d'interpellation des gouvernements des pays donateurs sur la question de l'aide au développement pour les pays pauvres. Premier temps fort de notre mobilisation, le G8 à Deauville, en mai, où nous avons demandé des comptes aux États sur les engagements pris à Gleneagles en 2005, qui prévoyaient d'octroyer 50 milliards de dollars d'aide supplémentaires pour lutter contre la pauvreté d'ici à 2010. Un bilan décevant qui nous a toutefois permis de dévoiler que contrairement aux déclarations officielles, sur les sommes promises, près de 18 milliards de dollars manquaient en réalité à l'appel. Une manipulation de ces chiffres vigoureusement dénoncée par Oxfam France, dont l'analyse a été largement reprise par les médias. Même constat durant le G20 de Cannes, où Oxfam France a révélé que l'aide publique au développement accordée par les pays riches pourrait baisser de 9,5 milliards de dollars d'ici à la fin 2012, soit la réduction la plus importante depuis quinze ans ! Un échec donc, pour les pays du G8 et du G20, incapables de respecter leurs engagements face à une crise dont les pays pauvres sont les premiers à souffrir.

2.2 Droit à la santé

En 2011, nous avons poursuivi notre travail de plaidoyer en faveur de l'accès à la santé pour les populations du Sud, en particulier les femmes et les enfants, et nous avons notamment rappelé aux décideurs combien il est important de promouvoir la couverture universelle en santé et la gratuité des soins pour les plus démunis, ainsi que de favoriser l'accès aux médicaments.

Chaque année, 100 millions de personnes basculent dans la pauvreté en raison de coûts médicaux qu'elles ne sont pas en mesure de payer. Un chiffre intolérable, alors même qu'en 2005, les membres de l'Organisation mondiale de la santé se sont engagés à financer l'accès universel aux systèmes de santé des pays en développement. Forts de ce constat, nous nous sommes mobilisés tout au long de 2011 pour que la question ne soit pas, une fois encore, oubliée par les pays riches. Grâce à la pression exercée sur les décideurs en amont du G20, mais aussi par le biais de notre rapport sur l'introduction d'une couverture maladie universelle au Ghana, nous avons obtenu que la déclaration finale du G20 reconnaisse qu'il est essentiel d'investir dans des socles de protection sociale dans le domaine de la santé dans les pays pauvres.

Dans ce cadre, à la suite des engagements pris à Muskoka par le G8 en 2010 – 500 millions d'euros sur cinq ans pour la santé maternelle et infantile –, les rendez-vous réguliers que nous avons eus avec l'administration nous ont permis de mieux tracer les dépenses de la France à cet égard, dépenses dont une partie sera consacrée à la protection sociale en matière de santé.

Développer l'accès aux soins, c'est aussi améliorer l'accès à des médicaments de bonne qualité à un prix abordable. Certains pays du Sud ont de véritables difficultés pour s'approvisionner en médicaments à un coût raisonnable : pour le Ghana, par exemple, le prix de ces produits est de 300% à 1 500% supérieur aux prix internationaux de référence ! Dans ce cadre, nous avons mis l'Union européenne en garde contre ACTA (Accord commercial anti-contrefaçon) qui, sous couvert de vouloir limiter la circulation de médicaments contrefaits, menace en réalité l'accès aux médicaments génériques dans les pays les plus pauvres et risque de fragiliser dangereusement les efforts engagés pour répondre aux besoins sanitaires des pays du Sud.

2.3 Agriculture paysanne et changement climatique

G20 agricole, réunion du Comité de la sécurité alimentaire (CSA), crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique... En 2011, le plaidoyer d'Oxfam France a été particulièrement actif sur les questions de politiques agricoles, alimentaires, climatiques et commerciales, afin de répondre aux enjeux de la faim dans le monde. Autant de sujets que la hausse des prix alimentaires a replacés au cœur des discussions politiques.

Alors que, dans le monde, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim et que les fluctuations des prix sur les marchés agricoles contribuent à l'insécurité alimentaire, la France a fait de la volatilité des prix alimentaires la priorité de sa présidence du G20 en 2011. Une initiative salubre, mais dont le bilan aura finalement été très décevant. Si nos positions sur la lutte contre la spéculation sur les marchés agricoles sont reprises par les pouvoirs publics français, ceux-ci peinent à convaincre l'ensemble de la communauté internationale au niveau du G20 ou de l'Union européenne. En

revanche, les messages d'Oxfam ont bien été reçus par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, auquel Oxfam France a activement participé en octobre à Rome, et relayés par ses experts indépendants : en faisant de la problématique de la volatilité des prix alimentaires une priorité, le CSA nous a donné bon espoir que nos appels finissent par être entendus.

→ **Agrocarburants, accaparement des terres... la pression continue**

Face à l'accaparement des terres, nous avons poursuivi notre travail de dénonciation avec le rapport *Terres et pouvoirs*, qui a reçu un large écho dans la presse et nous positionne aujourd'hui comme une organisation de référence sur le sujet. En revanche, nous devons renforcer notre action de plaidoyer et nos campagnes pour faire évoluer une position française encore à l'opposé de nos demandes sur les politiques de soutien aux agrocarburants. Ces politiques constituent pourtant l'un des principaux moteurs de l'accaparement des terres agricoles au Sud. Nos efforts d'interpellation n'ont toutefois pas été vains puisqu'en novembre, le Sénat a finalement adopté un amendement supprimant la défiscalisation des agrocarburants, ce que nous demandions depuis plusieurs années. L'amendement n'a pas été adopté par l'Assemblée nationale, mais ce nouveau positionnement montre que nous devons continuer à interpeller les décideurs sur cette question, et ce d'autant plus que les politiques européennes doivent être revues au cours des années à venir.

→ **Négociations climatiques – sommet de Durban**

Sous la pression des ONG, dont Oxfam, un effondrement total des négociations a été évité de justesse. Aucune source de financement n'a été prévue pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique dans les pays les plus pauvres. Tout reste à faire...

2.4 Protection des populations en zone de conflits

2011, face à la gravité des conflits qui ont sévi dans le monde et qui se sont accompagnés de milliers de victimes civiles innocentes, notamment à la suite des événements du "printemps arabe", nous avons poursuivi notre travail de plaidoyer en faveur d'une meilleure protection des populations civiles.

→ **Conflits : les civils continuent de payer le prix fort**

Les conflits dans le monde tuent chaque année des dizaines de milliers de civils et provoquent le déplacement de millions d'autres. Notre rapport *Protection des civils en 2010*, qui portait sur la réponse de l'ONU à dix-huit conflits armés, dénonçait l'approche partielle du Conseil de sécurité en la matière. Ce message, qui a permis d'attirer l'attention des médias sur des crises oubliées, a été entendu, et ce d'autant plus qu'il est venu en écho des appels du Bureau de coordination de l'aide humanitaire de l'ONU.

→ **Soudan du Sud : sécuriser la stabilité et l'avenir du pays**

Les semaines qui ont précédé l'indépendance du nouvel État en juillet 2011 ont été marquées par une recrudescence de la violence, avec la perspective d'une possible réapparition d'un conflit à grande échelle. Sous la pression d'Oxfam et d'autres organisations de la société civile, l'ONU a voté une résolution qui s'engage à protéger la population civile, puis déployé une mission de maintien de la paix.

→ **Afghanistan : protéger les droits des femmes et former les forces armées et de police**

Tout au long de l'année, nous avons travaillé pour que les droits de la population afghane, et notamment des femmes, soient protégés. Nous avons également plaidé pour que la formation et l'encadrement de la police et de l'armée soient améliorés d'urgence, car ces deux corps sont régulièrement responsables d'exactions commises à l'encontre de la population civile, alors même qu'au fur et à mesure du retrait des troupes de la coalition, ils sont censés prendre le relais en matière de sécurité.

→ **Un traité sur le commerce des armes à portée de main**

Les négociations du Traité sur le commerce des armes (TCA) ont connu de vraies avancées en 2011. Pendant les deux sessions préparatoires, nous avons activement participé aux discussions préalables à la rédaction d'une première version du texte qui intègre, entre autres, nos revendications en ce qui concerne le respect des droits humains, du droit international humanitaire et du développement socio-économique. Au niveau français, nous avons continué à faire pression pour que le gouvernement se positionne en faveur d'un traité ambitieux. En parallèle, nous avons interagi avec des acteurs gouvernementaux et associatifs des pays arabes. Tout d'abord à l'ONU, puis dans la région, notamment au Liban où Rima Chemirik, chargée de plaider pour les conflits, s'est rendue pour rencontrer et informer les ONG de la zone désireuses de s'engager sur le TCA dans le cadre de la campagne internationale "Donner de la voix pour le commerce des armes" en vue de l'adoption du traité en juillet 2012.

2.5 Mobilisation

En 2011, la mobilisation a été au cœur de la campagne de l'année en faveur de la taxe Robin des bois. Une campagne à laquelle les membres, les sympathisant-e-s et les groupes locaux d'Oxfam France ont apporté leur dynamisme et leurs convictions en soutenant et en faisant vivre notre message de justice pour une meilleure distribution des richesses et du pouvoir au niveau mondial.

En avril, pour la semaine d'action "Robin", des dizaines de statues à Paris et en région se sont soudainement parées du chapeau vert de Robin des bois. Au même moment, les aficionados du Net changeaient leurs avatars sur Facebook ou Twitter et relayaient les trois vidéos d'Oxfam sur la taxe, tandis que de mystérieux QR codes "qui peuvent changer le monde" étaient affichés un peu partout dans Paris. Sur la même lancée, nos groupes locaux ont été présents durant la manifestation anti-G8 au Havre en mai, puis lors de l'alter-sommet du G20 à Nice en novembre, où une centaine de militants munis de leurs arcs et de leurs flèches ont représenté Oxfam France. Arcs et flèches que l'on a retrouvés également aux Solidays ou aux abords des chemins du Trailwalker, placé sous le signe de Robin des bois, avec dix équipes de marcheurs aux couleurs de la campagne, issus de groupes locaux de la France entière. Avec, en amont de la marche, nombre de concerts, brocantes, matchs d'improvisation théâtrale et autres tombolas pour collecter des fonds, mais aussi sensibiliser le grand public aux enjeux de la taxe sur les transactions financières.

Mais le bilan ne s'arrête pas là, car la campagne a été l'occasion de nombreux autres événements locaux destinés à sensibiliser le public : *flash mob* à Grenoble, Nantes et Strasbourg ou conférences-débats à Besançon, par exemple. Dans le même cadre, nos groupes locaux se sont beaucoup investis sur la question des paradis fiscaux en organisant des soirées de projection et débat à Lille et Rouen, par exemple, ou des actions de rue, notamment à Montpellier.

2.6 Les magasins Oxfam

L'année 2011 a été productive pour les magasins Oxfam ! Les bons résultats des Bouquineries de Lille et de Paris ont entraîné l'ouverture d'une seconde Bouquinerie à Paris, rue Saint-Ambroise dans le XI^e arrondissement, et d'une Friperie, la toute première, à Lille. Dans la lignée des boutiques Oxfam développées en Grande-Bretagne ou en Allemagne, cette nouvelle enseigne propose des vêtements de qualité de seconde main à petits prix et implante durablement en France le concept de *charity shop* dont Oxfam est un pionnier reconnu. Toujours à Paris, Oxfam France s'est associée au Comptoir général pour proposer un espace Bouquinerie niché dans la mezzanine de ce lieu dédié à l'accueil d'événements liés à la solidarité et à l'environnement.

Grande friperie de printemps, expositions, concerts de jazz ou folk..., les magasins Oxfam organisent régulièrement des événements et constituent un espace d'échange et d'information sur les questions de solidarité internationale et d'inégalités Nord/Sud. Les visiteurs peuvent y consulter des brochures et des ouvrages, s'informer sur les campagnes d'Oxfam France et sur les moyens d'action. Nos magasins se sont aussi parfaitement intégrés à la vie locale et participent à de nombreuses initiatives, comme la Braderie des Parisiennes de la mode, ou l'opération "Donner un coup de main à la seconde main" à Lille.

Fort du succès du premier concours de nouvelles des Bouquineries, qui a invité écrivains en herbe et auteurs confirmés à prendre la plume, avec un total de 165 nouvelles proposées et soumises à

l'appréciation de quatre jurys (élèves de lycée, professionnels, écrivains et internautes), nous avons lancé la deuxième édition du concours en 2012 !

2.7 Le Trailwalker 2011

Le Trailwalker (contraction des termes anglais trail, "chemin", et walker, "marcheur") est un des plus grands défis sportifs et solidaires par équipe au monde. Le principe est simple : des équipes de quatre personnes parcourent 100 km en moins de 30 heures. En amont, chacune d'entre elles réunit au moins 1 500 euros de dons pour les actions d'Oxfam France. Depuis sa création, il y a plus de trente ans à Hong Kong, le Trailwalker Oxfam s'est exporté en Angleterre, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Japon, en Belgique, aux Pays-Bas, en Irlande, en Espagne, en France, en Allemagne, au Canada, et enfin en Inde ! En l'espace de quelques décennies, le Trailwalker aura permis à Oxfam de collecter plus de 40 millions d'euros au profit de la solidarité internationale, pour un total de près de 12 millions de kilomètres parcourus !

Après le succès du premier Trailwalker en France l'an dernier, nous nous sommes lancés dans la deuxième édition de cette grande marche sportive et solidaire. Organisé les 11 et 12 juin 2011, l'événement a eu lieu, cette fois encore, dans le Parc du Morvan en Bourgogne, sur un parcours intégralement repensé pour l'occasion.

Comme l'année précédente, l'engagement et la solidarité de tous les participants au cours de ce long week-end ont fait de cette marche un moment inoubliable, avec 94 équipes, soit 376 participants qui se sont élancés sur les chemins du Morvan. Au terme du week-end, 80 % des marcheuses et marcheurs avaient franchi la ligne d'arrivée à Saulieu. Si la première équipe est arrivée samedi à 18 h 02, après avoir parcouru la distance en seulement onze heures et deux minutes, la plupart des marcheurs et marcheuses ont franchi la ligne d'arrivée le dimanche, accueillis par leurs supporters, dont le rôle est capital pour la réussite d'un tel exploit collectif, et les 180 bénévoles sans qui cet événement ne pourrait avoir lieu. Au total, plus de 900 personnes s'étaient réunies dans le Morvan.

Malgré les ampoules, la fatigue et quelques abandons, les équipes ont toutes été portées par un même enthousiasme et une énergie partagée pour soutenir les valeurs et les actions d'Oxfam. Un formidable effort de mobilisation qui a permis de collecter plus de 170 000 euros. Tout au long du parcours, avec l'aide précieuse des militants et groupes locaux, nous avons préparé stands et animations destinés à sensibiliser les participants du Trailwalker à nos modes d'action, à les encourager à s'engager pour notre campagne "Taxe Robin des bois" et à parler d'Oxfam France autour d'eux. Pour nous, l'aventure continue, car le succès de cette deuxième édition du Trailwalker, a inscrit celui-ci dans le paysage associatif français et préparé la troisième édition qui a eu lieu dans le Morvan les 12 et 13 mai 2012.

2.8 Crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique

Très impliquée depuis 2009 dans la définition de la stratégie et de la mise en œuvre des actions de terrain et des campagnes d'Oxfam en Afrique de l'Ouest, Oxfam France est passée à la vitesse supérieure en 2011 et a développé sa participation aux programmes menés dans les pays du Sud. L'objectif : renforcer l'interaction entre nos prises de position ici et les actions sur le terrain du réseau Oxfam et de ses partenaires. Illustration avec notre intervention dans le cadre de la crise alimentaire survenue dans la Corne de l'Afrique en 2011.

Face à la gravité de la situation dans la Corne de l'Afrique – en particulier en juillet et août 2011 –, la mobilisation d'Oxfam à travers le globe a été rapide et massive avec une participation directe à la réponse humanitaire, mais aussi, dès le début de la crise, en mettant en avant l'importance de solutions à long terme pour qu'une crise de cette ampleur ne se reproduise pas.

Interpellation des pouvoirs publics : conformément à notre mission, notre action en France a largement porté sur le plaidoyer, à la fois pour assurer le financement de l'action d'urgence et pour agir sur les causes structurelles de la vulnérabilité de la région. À la fin du mois de juillet, alors que l'aide de la France dans la Corne de l'Afrique ne s'élevait qu'à 10 millions d'euros, Oxfam France a dénoncé avec vigueur cette (trop) faible contribution.

Le message a porté puisque au début du mois d'août, le gouvernement nous a répondu directement en annonçant un triplement de son aide sur la zone (portée à 30 millions d'euros). Dans le même

temps, Oxfam plaidait auprès des pays du G20 et de l'Union européenne pour une régulation plus forte des prix des matières premières agricoles et un soutien financier à long terme de l'agriculture paysanne.

Réponse humanitaire : grâce aux dons reçus pour l'aide d'urgence d'Oxfam sur le terrain et aux financements obtenus en France à cette occasion, Oxfam France a, pour la première fois de son histoire, été en mesure de soutenir l'action immédiate des affiliés Oxfam présents dans la région en faveur des populations affectées. Parmi les projets financés, une initiative d'Oxfam en Somalie, mise en place avec notre partenaire local, l'AFREC (African Rescue Committee), destinée à améliorer l'accès à la nourriture, à relancer l'agriculture et à assurer un meilleur accès durable à l'eau. Au total, plus de 20 000 personnes ont pu bénéficier de ce projet qui visait à répondre à l'urgence tout en préparant l'avenir.

3- Les principes de financement sur l'année 2011/2012

Les activités de plaidoyer et de mobilisation d'Oxfam France sont réalisées en France. Nous mettons également en œuvre des programmes d'urgence, cette année en Somalie, en partenariat avec les autres Oxfam de la confédération. L'association emploie 26 personnes en équivalent temps plein. Le total des produits pour l'exercice courant du 1er avril 2011 au 31 mars 2012 s'élève à 2.787.827€ et l'excédent s'élève à 3.276 €.

Nos ressources pour cet exercice sont composées de :

- 48% de dons issus de la générosité du public dont la majorité en prélèvement automatique
- 33% de bailleurs privés (12% de fondations et 21% d'Oxfam International et des autres affiliés)
- 14% de bailleurs publics (Etat pour des contrats aidés et Union Européenne pour le projet climat)
- 5% d'autres produits (essentiellement des ventes de produits de soutien et des refacturations des prestations à des partenaires)

Nos charges se répartissent de la façon suivante :

- 66% pour les missions sociales (plaidoyer et mobilisation citoyenne)
- 25% de frais de collecte de fonds
- 9% de frais de fonctionnement

Le bénévolat est valorisé à 316 603 € et les prestations en nature (mécénat de compétence) à 6 578€. L'ensemble de ces contributions en nature couvrent à 63% des activités de fonctionnement, 30% des activités de plaidoyer et mobilisation citoyenne (missions sociales) et 7% de collecte de fonds. Les ressources collectées auprès du public, utilisées à 99,78% sur l'exercice en cours, ont été employées à 66% pour la réalisation de nos missions sociales, cf. graphique ci-dessous :

Le total du bilan de l'association est de 1. 122.644 €. L'actif est essentiellement réalisable et disponible (908.304 € contre 201.689 € pour l'actif immobilisé). Notre niveau d'endettement est élevé (total des dettes : 691.090 €) tout en sachant que 342.652 € correspondent à des dettes auprès d'Oxfam International prêtés dans le cadre du financement de notre développement.

Nos fonds propres s'élèvent, en fin d'exercice, à 199.099 €, un montant conforme au seuil de sécurité défini dans le passé (200.000 €) qui visait à couvrir 3 mois de fonctionnement de l'association. Nous devons cependant dans les années à venir viser à augmenter notre niveau de fonds propres pour l'adapter à la taille accrue de l'association et atteindre un montant d'environ 370.000 €, soit un quart de notre budget annuel de fonctionnement. Cet objectif est prévu pour 2014 dans notre plan financier à moyen terme.

Les comptes 2011-12 de l'association et des magasins ont été certifiés sans réserve par le commissaire aux comptes, le cabinet Orcom.

Toutes les informations de ce document sont issues du rapport d'activité et financier de l'année 2011, disponible sur le site internet de l'organisation [http://www.oxfamfrance.org/IMG/pdf/Rapport_Annuel_Oxfam_France_2011.pdf] ou obtenu sur simple demande écrite à Oxfam France, 104 rue Oberkampf 75011 Paris.